



Acte d'accusation du capital au niveau Guadeloupe

Contribution de Travayè é Pèyizan

Aux coordinateurs de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples,
Aux camarades du Comité international de liaison et d'échanges, Cilé,
Aux travailleurs et aux peuples du monde entier

Chers camarades, chers amis,

Nos camarades de l'Entente internationale, à travers le Cilé, nous « invitent à dresser ensemble l'acte d'accusation du capital » et nous « appellent à faire parvenir des contributions sur la situation dans chaque pays et sur les combats qui s'y mènent, afin de donner une portée mondiale à cet acte d'accusation du capital ».

Dans notre pays, la **Guadeloupe**, nous vivons une situation dramatique, sous la domination criminelle du pouvoir colonial français au service du capital et des békés¹.

N'oublions pas que le gouvernement français, au moment de la 2^e abolition de l'esclavage a indemnisé les esclavagistes, les ancêtres des békés, pour perte de leur cheptel.

Aujourd'hui, après avoir profité du covid pour nous terroriser, *ils veulent nous marquer de force avec leur passe sanitaire* (souvenons-nous d'un des articles du code noir² . . .).

Et, à travers cette démarche, l'état français cherche des alliés, notamment parmi les prétendants à la prise de « responsabilité », pour l'aider à mettre en place la nouvelle forme de domination du pouvoir colonial dans notre pays.

Cette situation dramatique, criminelle a commencé dès 1635.

Les futurs tenants du capital ont commencé dès 1635 par les actes de barbarie dans notre pays avec l'arrivée des premiers colons français sur nos terres : assassinats, viols et vol de la propriété des Kalinas, les premiers habitants de l'Archipel.

Elle s'est poursuivie avec la traite négrière et l'esclavage : mise en esclavage d'africains arrachés à leur terre à laquelle il faut ajouter la longue liste des victimes des massacres coloniaux, crimes sans coupable : 1910, 1925, 1931, 1952, 1967, 1985, 2009...

Cette colonisation, avec ses crimes, son aliénation s'est poursuivie : 10 000 guadeloupéens assassinés en 1804 avec le rétablissement de l'esclavage.

Cette colonisation prit aussi d'autres forme :

• **Empoisonnement de la population**

Comme l'affirme LKP dans une Lettre ouverte au président de la République française : « Pendant des décennies, la France a autorisé la commercialisation et l'utilisation du Chlordécone en Guadeloupe et en Martinique, en affirmant que les vérifications avaient été faites et que ce produit ne présentait aucun risque pour la santé ni pour l'environnement. . . (. . .) . . différents rapports affirment que les autorisations de vente ont été données sans respecter la législation, avec pour résultat 95 % de la population empoisonnée, et des terres polluées pour sept siècles »

¹ Aux Antilles françaises, un béké est un blanc créole descendant des premiers colons.

² Promulgué en 1685 par Louis XIV, Le Code noir a été rédigé par Colbert au profit des colons esclavagistes.



- **Gestion criminelle du Covid et de l'eau :** Démantèlement des services publics : Santé (en particulier de l'hôpital), Éducation, La Poste, Pôle emploi, les collectivités
- **Soutien aux békés dans la spoliation de nos terres :** avec l'exemple de Daubin, dans la ville de Ste-Rose où un **béké**³ s'est accaparé un tiers du territoire de la commune)

Aujourd'hui pour poursuivre et garantir sa domination, au service du capital, le pouvoir colonial français à besoin d'adapter la forme de sa domination : accorder plus de « responsabilité », plus d'autonomie ? le pouvoir colonial doit renouveler les représentants de la gestion de ses institutions dans notre pays : les mettre sous contrôle en faisant semblant de faire jouer la démocratie : convocations à la gendarmerie à tour de bras, procès, élections, chantage, en poussant certains à la démission ;

Mais les travailleurs, le peuple de Guadeloupe, n'ont pas dit leur dernier mot, car avec leurs syndicats, soutenus par LKP, les organisations, les associations du pays, ont toujours combattu par tous les moyens la situation qui leur est imposée.

Les travailleurs, le peuple de Guadeloupe l'ont démontré à travers une abstention massive aux dernières élections (plus de 70 % d'abstention)

Les travailleurs, le peuple de Guadeloupe l'ont démontré à travers de nombreuses grèves et mobilisations victorieuses, notamment à Kanal +, à la SIAEAG, dans les Collectivités, à EDF, à La Poste, .

Contribution du secrétaire général de SUD PTT GWA (syndicat du personnel de la poste)

« La réalité de la Guadeloupe c'est : 60 % des jeunes de moins de 25 ans au chômage, 35 % de la population active sans emploi, 25 % de la population frappé d'illettrisme, 100 000 personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté Comment s'étonner après ce constat déplorable que la violence ne fasse pas partie de notre quotidien.

Certes on a besoin de policiers pour maintenir l'ordre dans la société mais le travail n'est-il pas le remède à tous ces maux ? Force est de constater que peu s'en préoccupe. Ainsi à la Poste de Guadeloupe, nous constatons qu'au fil des réorganisations, les suppressions d'emplois sont légion. Une véritable politique mise en œuvre au nom de la rentabilité et du profit par les capitalistes soutenus par les divers gouvernements, toujours fidèles au maintien du système colonial.

***Dans ce cadre-là nous dressons un acte d'accusation de l'avancée mortifère du capitalisme, en particulier au niveau du service public de La Poste.** Depuis quelques années nous assistons à un démantèlement accéléré du service public au sein de La Poste en GUADELOUPE, sans prendre en compte la situation économique sociale et culturelle de notre économie. Nous sommes toujours traités comme des colonies. Nous sommes confrontés à des réorganisations inadaptées pour notre pays et qui à pour seul objectif la suppression massive de postes de travail et pour conséquence l'augmentation du chômage et l'exode de la jeunesse Guadeloupéenne. Nous sommes confrontés à, la stratégie du système capitaliste « remplacer l'Homme par le numérique. » La réduction de la masse salariale et, notamment les fermetures et les transformations de bureaux de Poste (APC, RPC, MFS). L'utilisation abusive de la sous-traitance (l'intérim). Une destruction du métier historique de facteur sous couvert de la modernisation. La mutualisation et les délocalisations de service vers Paris. Ces transformations remettent en cause les acquis sociaux gagnés de longues luttes. Dans cette avancée sans précédent du capital ce sont les prolétaires qui subissent, par la déshumanisation, infantilisation, le dépérissement progressif des classes modestes.*

Pour notre organisation seul la lutte de classe et de masse pour une transformation sociale permettra l'émancipation de la classe ouvrière »

Les travailleurs, le peuple de Guadeloupe le démontrent aussi à travers la préparation de la grève générale qui commence le 9 septembre 2021

L'ensemble des syndicats, soutenus par des organisations politiques, dont LKP, et des associations, appellent à la grève générale le 9 septembre 2021 contre l'obligation vaccinale, contre le passe sanitaire et pour dénoncer la gestion de la quatrième vague en Guadeloupe.

³ Consulter l'article sur le site de l'UGTG http://ugtg.org/spip.php?page=imprimer&id_article=1990



C'est une mobilisation qui a commencé depuis le mois de juillet dernier, avec des meetings, des rassemblements et manifestations dans presque toutes les communes de Guadeloupe.

Des caravanes ont parcouru tout le territoire samedi 28 août pour distribuer des tracts et rencontrer la population.

Le dernier rassemblement dans la commune de Petit-Bourg, commune dont le Maire Guy LOSBAR est aussi président du Conseil départemental, a réuni plusieurs milliers de personnes ce samedi 4 septembre 2021.

Les pompiers sont en première ligne face à la crise sanitaire, et mobilisés depuis plusieurs semaines. Ils réclament davantage de moyens et s'opposent à la mise en place de l'obligation vaccinale.



C'est au siège du SDIS (service départemental d'incendie et de secours), là où les pompiers syndiqués à Force Ouvrière ont commencé la grève depuis une semaine, que les des syndicats, soutenus par des organisations politiques, dont LKP, ...ont lancé l'appel à la grève générale ce mercredi 1^{er} septembre lors d'une conférence de presse.

Parents d'élèves et enseignants étaient également présents pour demander plus de moyens humains et matériels afin d'assurer une rentrée des classes en

toute sécurité...

Les travailleurs, à la demande de leurs syndicats commencent à s'organiser au sein de leurs entreprises.

Dans la santé

Extraits tract d'appel à la mobilisation de l'UTS-UGTG, Union des Travailleurs de la Santé, affiliée à l'Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe.

« . . Gwadeloupéen, Travailleurs de la Santé, Travailleurs des Hôpitaux, des Cliniques, des EHPAD, des Services de Soins et du Maintien à Domicile, des Pharmacies et Cabinets Médicaux, Laboratoires TOUS EN GRÈVE JEUDI 09 SEPTEMBRE 2021

Camarades, (. . . .) Plus de 600 morts donc dû principalement à des maladies (obésité, insuffisance rénale chronique, insuffisance cardiaque, hypertension artérielle, drépanocytose, déficit immunitaire lié à l'âge) ; Des maladies qui depuis des années handicapent, des maladies pour lesquels plus de 100.000 Guadeloupéens prennent tous les jours des comprimés. (...)

Camarades, l'heure est venue pour que nous nous rappelions à quelles oppositions nous nous sommes heurtés au CHU, au CHBT, (...) pour obtenir le respect des droits des patients.

Et comment les directeurs des Établissements Privés et Publics, d'Associations, justifiaient les restrictions du personnel et d'accès à la formation, les fermetures de lits, les sorties prématurées, les restrictions d'équipements et matériels, les restrictions budgétaires, par les exigences de la tarification à l'activité. . . (. . .) . .

Camarades, l'heure est venue pour leur dire que ces vaccins qu'ils veulent nous inoculer tous, patients et personnels, ne saurait les dédouaner de leur responsabilité civile et pénale, dans l'inaccessibilité aux soins et le refus de traitement et de soins dont ils ont été les artisans. (...)

Nous exigeons

L'arrêt de toutes procédures, menaces, pressions, intimidations à l'endroit des agents des services, établissements de santé et de soins qui refuseraient pour des raisons personnelles, éthiques, médicales de se soumettre à l'obligation vaccinale et au pass sanitaire

L'application de la Convention Collective du Transport sanitaire ;

L'arrêt de toutes les précarités dans les établissements et services de santé en termes d'emploi, de rémunération, de sécurité et de parcours professionnel

Le respect des prérogatives des Instances de représentation du Personnel

Le respect du droit pour tous à la sécurité au travail, à la qualité de vie au travail, à l'équilibre entre vie privée et obligation professionnelle.

JEUDI 09 SEPTEMBRE à 6h du matin : rassemblement devant les établissements

VENDREDI 10 SEPTEMBRE 2021 à 6h : rassemblement devant le le CHU

A Pole emploi

L'ensemble des organisations syndicales présentes à Pole emploi ⁴appelle à la grève générale. Pour organiser la mobilisation, un calendrier de meeting et de réunions d'information sur l'ensemble des agences et sites de Pole emploi, a été mis en place par les directions syndicales. Un meeting en visio a aussi été réalisé car la conséquence principale du télétravail est l'éloignement des salariés de leur site. Les méthodes de lutte doivent donc être adaptées au contexte et à la situation sanitaire.

Les syndicats ont lancé des mots d'ordre et ont construit une plateforme de revendication autour de :

- ✓ **Non à la division des travailleurs !**
- ✓ **Non à l'obligation vaccinale et au pass sanitaire à PEGIN !**
- ✓ **Oui à la garde d'enfants pour tous les agents d'enfants de - 16ans qui ne télé-travaillent pas !**
- ✓ **Oui au respect de la vie privée des agents !**
- ✓ **Oui à la titularisation des agents en CDD !**
- ✓ **Oui à l'augmentation des salaires pour tous !**
- ✓ **Oui à l'automatisme des avancements des agents de droit privé !**
- ✓ **Oui au maintien des prérogatives de la Commission Paritaire Local Unique !**

Les syndicats ont déjà tenu un ensemble de meeting et de réunions au niveau des agents et sites de Pole emploi. Deux derniers meetings se tiendront ce mardi 7 septembre 2021, à l'agence de Ste Rose et mercredi 8 à l'agence de Morne à l'eau.

Un appel unitaire à la grève générale est lancé pour le jeudi 9 septembre 2021 par les organisations syndicales.

Ce document sur les dégâts occasionnés par le capital dans notre pays, et sur les combats qui s'y mènent, est notre première contribution à la portée mondiale à cet acte d'accusation du capital.

⁴ Pôle emploi est un établissement public à caractère administratif, chargé de l'emploi en France.